



Institut
EGA

RAPPORT

GÉOPOLITIQUE CONTEMPORAINE DES RÉPUBLIQUES RUSSOPHILES D'EUROPE DE L'EST ET DU CAUCASE

PAR MICHEL BRAULT - ANALYSTE CHARGÉ DE MISSION
INSTITUT D'ÉTUDES DE GÉOPOLITIQUE APPLIQUÉE

AOÛT 2020

INSTITUT D'ÉTUDES DE GÉOPOLITIQUE APPLIQUÉE

www.institut-ega.org

AVERTISSEMENT

Géopolitique contemporaine des républiques russophiles d'Europe de l'Est et du Caucase

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que leur auteur. Aucune des mentions d'organismes privés ou public apparaissant dans le rapport n'a pour objectif d'identifier l'Institut EGA ou les propos du rédacteur à ceux-ci.

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 2020

© Couverture : www.pixabay.fr

Comment citer cette publication :

Michel Brault, *Géopolitique contemporaines des républiques russophiles d'Europe de l'Est et du Caucase*, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, Paris, Août 2020

Michel Brault est analyste chargé de mission au sein de la Direction générale de l'Institut d'Études de Géopolitique Appliquée

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée

31 Rue de Poissy 75005 PARIS

E-mail : contact@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org



RÉSUMÉ/ABSTRACT

Géopolitique contemporaine des républiques russophiles d'Europe de l'Est et du Caucase

FR.

La chute de l'URSS en 1991 est sans doute l'un des événements géopolitiques majeurs les plus importants du XXème siècle. Cet effondrement aboutit, entre autre, à l'apparition ou la réapparition de nombreux pays en Europe de l'Est et dans le Caucase. Dans plusieurs de ces jeunes nations, la disparation de la domination soviétique ouvrit la boîte de Pandore des tensions ethnolinguistiques, auparavant contenues par la main ferme de la désormais défunte Union Soviétique. Ainsi, en 1991, 2008 et 2014, la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine se retrouvèrent pris dans des conflits plus ou moins intenses face à des républiques séparatistes, autoproclamées et soutenues par un voisin russe cherchant à retrouver son influence et sa puissance d'antan. Ces républiques (Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud, Républiques Populaires du Donbass) trouvent leurs origines dans l'Histoire de l'Europe orientale et du Caucase, mais sont aussi des produits et des acteurs de la confrontation des ambitions russes et occidentales dans la région. Ces tensions semblant devoir se poursuivre, les républiques séparatistes sans aucun doute continueront de jouer un rôle non-négligeable dans les évolutions géopolitiques de cette zone stratégique.

EN.

USSR's fall in 1991 is without a doubt one of the most important geopolitical events of the 20th century. It led, among other things, to the appearance or reappearance of many countries in Eastern Europe and the Caucasus. For several of these young nations, the end of Soviet domination opened the Pandora's box of ethnolinguistic tensions, which were previously contained by the iron fist of the now defunct Soviet Union. In 1991, 2008 and 2014, Moldova, Georgia and Ukraine found themselves caught in more or less intense conflicts against self-proclaimed separatist republics supported by Russia, which seeks to regain its former power and influence in the area. These republics (Transnistria, Abkhazia, South Ossetia, People's Republics of Donbass) originate from the History of Eastern Europe and the Caucasus, but are also products and actors of the ongoing confrontation between Russian and Western interests in the region. As these tensions seem bound to continue, there are little doubts that those separatist republics will continue to play a significant role in the geopolitical developments in this strategic area.

Table des matières

Introduction	2
Partie I - La Russie : un acteur fondamental	6
Le rôle fondamental et/ou primordial de la Russie dans la création et la survie des républiques séparatistes	6
Les républiques séparatistes : des atouts pour Moscou	10
Partie II - Les attitudes des autres acteurs régionaux et internationaux vis-à-vis des républiques séparatistes russophiles	15
Les adversaires directs des républiques.....	15
Quelle est l'attitude de l'Occident vis-à-vis des républiques séparatistes ?	17
Conclusion	19
Bibliographie	21

Introduction

La dislocation de l'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques), un processus engagé à la fin des années 80 et achevé en 1991, fut sans aucun doute l'un des plus grands événements géopolitiques du XX^{ème} siècle et même de l'Histoire récente. M. Gorbatchev, dernier Secrétaire général de l'Union, s'est retrouvé piégé et dépassé par les forces libérées *via* ses politiques de *Glasnost* et de *Perestroïka*, lesquelles visaient à libéraliser (modérément) le régime dans les domaines politique et économique. Refusant de prendre position sur les grandes questions que ses réformes font émerger – nationalismes, pluralisme et répartition des pouvoirs entre centre et périphérie, notamment –, Gorbatchev bascule progressivement d'initiateur à spectateur des événements, avant de « devenir la victime d'un éclatement dont il ne voulait pas »¹. Dès 1989, la plupart des républiques constitutives de l'URSS sont secouées par des protestations et des émeutes à caractère ethnique et nationaliste. Ces tensions vont notamment s'aggraver, pendant et après l'indépendance, dans trois républiques soviétiques : la Moldavie, la Géorgie et, plus tard, l'Ukraine.

En Géorgie, le 9 Avril 1989, les troupes soviétiques attaquent des manifestants à Tbilissi, la capitale, faisant une vingtaine de morts et 200 blessés. Le 16 juillet de cette même année, des troubles inter-ethniques dégénèrent en Abkhazie, région autonome de la Géorgie soviétique². Ces affrontements ethniques sont annonciateurs des conflits à venir. De même, une grande manifestation de 300 000 personnes en Moldavie, le 27 août 1989, pousse le Soviet suprême de la république à faire du Roumain la langue officielle du pays et à remplacer l'alphabet cyrillique par l'alphabet Latin³. En Ukraine, sans doute la république soviétique la plus importante politiquement et économiquement pour l'URSS après celle de Russie, de nombreuses grèves et manifestations émaillent l'année 1989. Les protestataires réclament plus de liberté politique et religieuse. Elles furent les plus importantes dans l'Ouest du pays, à Lviv et Ivano-Frankivsk notamment.

L'année 1990 fut tout aussi décisive. Le Parti Communiste d'Union Soviétique (PCUS) autorisa les républiques de l'Union à tenir des élections compétitives, abandonnant ainsi son monopole sur le pouvoir politique. Cette libéralisation des élections profita largement aux réformateurs et aux nationalistes ethniques. Ainsi, en Moldavie, le Front populaire de Moldavie, soutenu par les intellectuels et la jeunesse du pays, est victorieux le 25 février. En Géorgie, les ethno-nationalistes remportent la victoire en octobre et novembre, notamment grâce à la répression violente des manifestations de l'année précédente par l'armée soviétique. En Ukraine, le bloc démocratique écrase la concurrence, surtout dans l'Ouest du pays. Face, entre autres, aux menaces séparatistes de plus en plus en sérieuses, un putsch fut organisé en août 1991 par plusieurs haut-fonctionnaires soviétiques, afin d'empêcher la poursuite d'une décentralisation et d'une libéralisation qui semblaient devoir se révéler fatales pour l'URSS. L'échec de ce coup d'État fut le coup de grâce pour l'unité de l'Union. Ses républiques constitutives déclarèrent une à une leurs indépendances entre août et décembre. L'Ukraine le fit le 24 août, une

¹ H. CARRERE D'ENCAUSSE, « Six années qui ont changé le monde (1958-1991). La chute de l'Empire soviétique », *Revue Défense Nationale*, Janvier 2016, n°786, pp. 127-128.

² A. ZVEREV, « Ethnic Conflicts in the Caucasus 1988-1994 », *Contested Borders in the Caucasus*, 1996.

³ A. PANICI, « Romanian Nationalism in the Republic of Moldova », *Semantic Scholar*, 2003.

déclaration sanctionnée par le « référendum populaire ukrainien » du 1^{er} décembre 1991⁴. Lors de ce référendum, tous les oblasts (régions) ukrainiens votèrent pour l'indépendance vis-à-vis de l'URSS. Cependant, ceux de Donetsk, Lougansk, Kharkiv et de la Crimée furent les oblasts avec le plus de « non ». Trois jours après son voisin ukrainien, le 27 août 1991, la Moldavie déclare à son tour son indépendance. L'attitude de plus en plus unioniste (favorable à une union de la Moldavie et de la Roumanie) du Front populaire de Moldavie attisait les craintes des régions turcophone de Gagaouzie et russophone de Transnistrie. La Géorgie indépendante, quant à elle, naquit plus tôt, le 9 avril 1991, suite à un scrutin national qui vit la séparation de la république du reste de l'URSS approuvée par plus de 90% de la population. Cependant, cette consultation n'eut pas lieu dans les régions autonomes d'Abkhazie et d'Ossétie, où le conflit ethnique était déjà en passe de s'embraser⁵.

Mais une fois l'euphorie de l'indépendance passée, les jeunes États Moldave et Géorgien se retrouvèrent immédiatement dans une situation difficile. Nés du séparatisme ethnique, ils se retrouvèrent eux-mêmes confrontés à une telle épreuve.

En effet, les jeunes républiques sont loin d'être des nations homogènes et leurs populations ne sont pas toutes acquises à l'idée indépendantiste. En Moldavie, ces tensions ethniques explosèrent dès 1992 à travers la guerre de Transnistrie, ou guerre du Dniestr. Cette guerre a des racines et des causes à la fois historiques, politiques, ethnolinguistiques et économiques. La Transnistrie désigne la région de la Moldavie qui se trouve à l'Est de la rivière Dniestr (d'où le nom). Cette région est habitée par une forte minorité russe et est à majorité russophone, contrairement au reste de la Moldavie, roumanophone. Ceci s'explique par le fait que la Transnistrie ne fut rattachée au reste de la Moldavie qu'après l'annexion de cette dernière (auparavant une région de la Roumanie) par l'URSS après la Seconde guerre mondiale⁶. Cette différence de nature historique se double d'une autre, de nature politique. En effet, la Moldavie nouvellement indépendante se rapproche de la Roumanie voisine et favorise la culture roumaine, ce qui fait craindre aux russophones et aux Russes Transnistriens une marginalisation au sein de la Moldavie indépendante ou pire, de la Roumanie réunifiée. Cette peur de devenir des citoyens de seconde zone n'a fait qu'encourager les Transnistriens vers la rébellion et la loyauté envers l'URSS et son successeur, la Russie.

Ces différences et ces inquiétudes exacerbées amènent donc à une déclaration d'indépendance de la Transnistrie et au conflit armé entre la Moldavie et le territoire sécessionniste en 1992⁷. Les quatre mois de guerre aboutirent à un *statu quo* grâce auquel la Transnistrie, soutenue par la XIV^{ème} armée russe (ex-soviétique), conservait une indépendance *de facto* vis-à-vis d'une Moldavie ne disposant pas d'une armée capable de faire face⁸. La Géorgie n'eut pas plus de succès face à ses propres séparatistes. De violents affrontements inter-ethniques avaient déjà éclatés peu avant l'indépendance de la Géorgie, entre Géorgiens et Abkhazes et entre Géorgiens

⁴ D. PIANELLI, « Chronique d'une métamorphose. V. L'Ukraine (1991-1993) », *Persée*, 1994, n°25, pp. 161-171.

⁵A. ZVEREV, « Ethnic Conflicts in the Caucasus 1988-1994 », *Contested Borders in the Caucasus*, 1996.

⁶ W. VAN MEURS, « Moldova: Nested Cases of Belated Nation-building », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, Janvier 2015, n°46, pp.185-209.

⁷ R. HUMPHRIES, « Transnistria : relic of a bygone era », *thejapantimes*, 8 Octobre 2001.

⁸ *Idem*.

et Ossètes, respectivement dans les territoires autonomes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Comme en Moldavie, ces affrontements ont pour origine des facteurs historiques, politiques et ethniques. Les Abkhazes et les Ossètes refusent une réduction de leur autonomie face à une Géorgie nouvellement indépendante, déterminée à favoriser la langue Géorgienne et à maintenir l'intégrité de ses nouvelles frontières. Les exactions des deux côtés se poursuivent jusqu'à l'éclatement de conflits armés. L'Abkhazie, en 1992 et 1993, proclame son indépendance et parvient à contrôler la majorité de son territoire, assurant une séparation *de facto* de la Géorgie, comme la Transnistrie y était elle-même parvenue. La situation évolue différemment pour les Ossètes qui, suite à une sécession et un conflit armé qui dure de janvier 1991 à mi-1992, voient le déploiement de forces de maintien de la paix composées de troupes russes, ossètes et géorgiennes sur leur territoire. Ce déploiement fait suite à un traité entre la Russie de Eltsine et la Géorgie. L'Ossétie du Sud demeure donc officiellement une région de cette dernière, bien que la situation reste compliquée dans les faits. L'année 2008 prouva que le calme n'était que temporaire⁹.

L'Ukraine, relativement épargnée par les conflits ethniques après son indépendance, va pourtant connaître des troubles similaires, mais bien plus tard et dans un contexte quelque peu différent. La rébellion séparatiste des oblasts de Donetsk et Lougansk en 2014 trouve ses origines, encore une fois, dans l'Histoire de l'Ukraine depuis la Seconde guerre mondiale, ainsi que dans la composition ethnolinguistique de l'État Ukrainien depuis 1991 et son orientation géopolitique, oscillant entre Russie et Occident. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement pro-Européen suite à la Révolution de la Dignité de 2014 fait craindre aux populations russophones du Donbass (l'Est de l'Ukraine) et Russe de Crimée des atteintes à leur langue et leurs droits. Comme en Moldavie et en Géorgie, la tentative de séparation armée du Donbass du reste de l'Ukraine dégénère en guerre. Sauf que cette fois-ci, contrairement aux deux précédents conflits, celle-ci s'avère plus longue, plus intense et contribue à l'intensification de l'affrontement diplomatique et géopolitique plus ou moins direct entre les grandes puissances (la Russie, soutien des séparatistes et l'Occident, soutien de l'Ukraine)¹⁰.

Malgré leurs différences de contexte et leur éloignement temporel relatif, l'apparition de ces différentes républiques séparatistes en Europe de l'Est et dans le Caucase, ainsi que les conflits qui les ont fait naître, ont deux caractéristiques indéniables. Premièrement, la Russie, héritière de l'URSS, joua un rôle prépondérant dans leur naissance et leur survie. Cette implication russe, de plus en plus importante au fur et à mesure du développement des ambitions du Kremlin dans la région, est issue de plusieurs facteurs et prend des formes variées et pas seulement militaires. Deuxièmement, il ne fait aucun doute que l'existence même de ces républiques a un impact non négligeable sur l'évolution du contexte géopolitique dans la région, que ce soit vis-à-vis des États dont elles ont fait sécession, mais aussi, plus largement, de l'affrontement Est-Ouest, ravivé depuis quelques années.

⁹ A. ZVEREV, « Ethnic Conflicts in the Caucasus 1988-1994 », *Contested Borders in the Caucasus*, 1996.

¹⁰ I. ORTEGA, « Donbass, la guerre oubliée en Europe », *Euractiv*, 6 Juin 2019.

Nous pouvons nous poser la question de l'impact géopolitique de la création et de l'existence de ces républiques séparatistes pro-russes dans les régions d'Europe orientale et du Caucase

Pour démontrer l'importance de l'impact que peuvent avoir ces républiques, il convient de commencer par étudier la nature et l'ampleur de l'implication russe dans leur existence. Ce soutien du Kremlin aux républiques ne prend pas les mêmes formes et n'a pas la même importance en fonction des républiques concernées ou du contexte géopolitique régional. Malgré cela, ce soutien reste présent au travers des années, les républiques séparatistes continuant de représenter un intérêt pour la stratégie russe en Europe orientale et dans le Caucase.

Il conviendra aussi d'aborder le sujet d'un point de vue autre que celui de Moscou. Si le Donbass, la Transnistrie et les républiques sécessionnistes de Géorgie restent importantes, c'est aussi parce qu'elles jouent un rôle vis-à-vis des stratégies, des ambitions et de l'évolution des pays dont elles ont fait sécession mais aussi, plus largement, de l'Occident.

Partie I - La Russie : un acteur fondamental

Plusieurs fois ci-avant fut évoquée la Russie et le rôle direct ou indirect qu'elle a jouée dans l'accès à l'indépendance de la Transnistrie, de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud et des républiques séparatistes du Donbass. Sans l'implication du Kremlin à partir de 1990-1991 et dans les décennies qui suivirent, la survie au long-terme de ces républiques nostalgiques de son pouvoir était loin d'être assurée. Mais pourquoi la Russie a-t-elle usée de son pouvoir politique et militaire pour permettre l'apparition et l'existence continue de ces confettis de territoire ? Les raisons sont multiples et diffèrent en fonction des républiques. Il convient aussi de garder à l'esprit que la politique du Kremlin mélange idéologie et pragmatisme. Ainsi, le soutien de la Russie à ses « protégées » ne fut pas linéaire entre 1990 et aujourd'hui et ne fut pas le même pour la Transnistrie que pour le Donbass, etc. Pourtant, malgré des « passages à vide », ce soutien demeure, car ces petites républiques séparatistes sont restées et restent encore aujourd'hui des acteurs géopolitiques régionaux utiles pour Moscou.

Le rôle fondamental et/ou primordial de la Russie dans la création et la survie des républiques séparatistes

Commençons par la Transnistrie, la plus éloignée-géographiquement parlant-des républiques séparatistes vis-à-vis de la Russie.

Il convient avant tout de souligner que la Transnistrie ne s'est pas uniquement soulevée à cause d'une peur et d'un rejet de la roumanophilie des nouvelles autorités de Chisinau (la capitale Moldave). Les Transnistriens éprouaient une réelle loyauté pour Moscou et l'URSS, à laquelle s'est substituée la Russie. Cette loyauté s'explique par l'Histoire de la région pendant la période soviétique et les mouvements démographiques qui s'y sont déroulés. À l'époque de l'URSS, la Transnistrie avait été fortement favorisée par le pouvoir soviétique. Alors que le reste de la Moldavie communiste restait tourné vers l'agriculture et les industries agro-alimentaires, l'autre rive du Dniestr bénéficiait de la concentration des efforts de modernisation et d'industrialisation par le pouvoir central. La Transnistrie devint un rouage essentiel du complexe militaro-industriel soviétique. Les usines d'industrie lourde attirèrent dans la région de nombreux ouvriers Ukrainiens et surtout Russes, qui contribuèrent à faire de la Transnistrie un territoire russophone¹¹. L'Armée Rouge avait aussi fait de la région la base de sa XIVème armée et l'un des lieux de retraite privilégiés pour ses vétérans.

De plus, les conditions de vie étaient meilleures qu'ailleurs en Moldavie. Tout ceci fit de cette région un espace très soviétisé et loyal à Moscou. L'effondrement à venir de l'URSS et son remplacement par un pouvoir Moldave non désiré fit redouter à la population et aux élites de voir leur situation favorable vaciller et leur pouvoir menacé. La séparation apparut alors comme le meilleur moyen de rester dans le giron de Moscou et de préserver son identité. La Russie de Eltsine, nouvellement indépendante et considérée *de jure* et *de facto* comme l'héritière de l'Union Soviétique, se garda bien de décourager les autorités de Tiraspol (la capitale de la Transnistrie) dans leurs ambitions sécessionnistes. Au contraire, elle soutient du mieux qu'elle

¹¹ « Le conflit transnistrien : origines et évolutions », *Cercle Moldave*. URL : <https://www.moldavie.fr/Le-conflit-transnistrien-origines-et-evolutions.html>.

le pouvait les autorités Transnistriennes suite à leur déclaration d'autonomie puis d'indépendance en 1990 et 1991. Ce soutien pris la forme d'une intervention militaire. Les troupes de la XIV^{ème} armée, désormais russe, empêchèrent la jeune et fragile armée moldave de reprendre le territoire séparatiste. Elle arma aussi les troupes locales, les « gardes du Dniestr »¹².

Mais la Russie, elle-même confrontée à l'époque à des problèmes de nature économique, politique et territoriale, préféra jouer les arbitres au bout de quelques mois de conflit, après que la guerre du Dniestr ait fait 500 morts et 2000 blessés. Le commandant de la XIV^{ème} armée, Alexandre Lebed, imposa un cessez-le-feu. Suite à un accord entre Boris Eltsine et Mircea Snegur, président de la Moldavie, la Transnistrie devient officiellement une région autonome moldave : l'UTAN (Unité territoriale autonome de la rive gauche du Dniestr). La Moldavie s'engage en outre à renoncer à un rattachement avec la Roumanie et à ne plus revendiquer une identité roumaine. En échange de quoi, la Russie resterait « neutre ». De son côté, la Transnistrie, qui se désigne elle-même sous le nom de « République Moldave du Dniestr » (RMD), se considère et se comporte comme une nation indépendante avec une armée, une police, une constitution, une monnaie, un gouvernement, etc.

L'évolution de la situation dans le Caucase et le rôle de Moscou dans cette évolution furent nettement différents de ce qu'il s'est passé en Transnistrie. Là où la région séparatiste moldave a connu une véritable paix, la Géorgie et ses propres zones sécessionnistes replongèrent dans le conflit dans les années 2000, suite à de nombreuses provocations et escarmouches entre les deux camps. Après les affrontements du début des années 90, l'Abkhazie et, dans une moindre mesure, l'Ossétie du Sud sont respectivement indépendantes *de facto* depuis 1992 et 1993. Les tensions restaient vives entre les différents camps¹³, comme le prouve la brève guerre de six jours qui eut lieu en Abkhazie en 1998 et qui opposa les autorités Abkhazes et des rebelles Géorgiens. Mais la déflagration majeure eut lieu 10 ans plus tard. La Révolution des Roses de 2003 en Géorgie amena au pouvoir Mikhaïl Saakachvili, qui lança le pays sur une voie pro-occidentale et « unioniste ». L'ambition géorgienne était claire : se rapprocher de l'Occident pour se protéger de la Russie et réincorporer les républiques séparatistes perdues il y a plus de 10 ans. Le 7 août 2008, la « deuxième guerre d'Ossétie du Sud » débute avec le bombardement de la capitale Sud-Ossète, Tskhinvali, par les forces Géorgiennes. Malheureusement pour Saakachvili, la Russie de 2008 n'était pas celle d'Eltsine. Moscou s'était contentée d'un soutien indirect aux séparatistes en 1992-1993, mais en 2008, les troupes russes étaient préparées et décidées à intervenir en faveur des Ossètes et même à aller plus loin. Grâce à un engagement massif de l'armée russe, déjà présente en Ossétie du Sud comme force de maintien de la paix et à l'engagement de l'Abkhazie dans le conflit contre la Géorgie, cette dernière dut s'avouer vaincue. Un cessez-le-feu fut signé au bout de 9 jours de guerre. Celui-ci, conclut sous l'égide de l'Union Européenne, consacrait la nette victoire des séparatistes et de leur protecteur russe tout en prévenant une chute du régime géorgien¹⁴. Les Abkhazes ont saisi cette opportunité pour parachever l'unité de leur région en prenant les dernières villes encore sous contrôle de la

¹² *Idem.*

¹³ J. THOREZ, « Géorgie-Ossétie-Russie. Une guerre à toutes les échelles », *EchoGéo*, 2009.

¹⁴ *Idem.*

Géorgie, tandis que les Ossètes deviennent pleinement indépendants *de facto*. La guerre de 2008 permit de compléter la séparation de ces régions de la Géorgie dans les faits, un processus entamé mais imparfaitement achevé 15 ans plus tôt.

Ce qui différencie ce conflit de celui qui eut lieu en Transnistrie, outre le fait que cette dernière n'eut pas à attendre quasiment deux décennies pour devenir totalement indépendante, c'est le rôle que joua la Russie et les raisons de son intervention. La seconde guerre d'Ossétie du Sud marque une rupture dans la doctrine internationale du Kremlin. Celui-ci est intervenu massivement et directement contre une ex-république soviétique pour la première fois depuis la dislocation de l'URSS avant de reconnaître l'indépendance des régions séparatistes, ce qu'il n'avait pas fait pour la Transnistrie en 1991, ni pour ces mêmes régions en 1992 et 1993. Cet engagement militaire et diplomatique inédit, important et décisif en faveur des territoires sud-caucasiens, sous couvert de protection des populations locales et de leur souveraineté, s'inscrit dans et peut s'expliquer par une réactivation des oppositions héritées de la guerre froide. La Russie de Poutine et de Medvedev est en effet plus puissante que celle d'Eltsine et n'hésite visiblement plus à se frotter aux intérêts de l'Occident dans la région, qui apporte son soutien à la Géorgie pro-occidentale.

La Russie n'hésite plus désormais à user de moyens militaires et diplomatiques musclés en faveur de ses intérêts géopolitiques régionaux et en défaveur de ceux de l'UE et des États-Unis. Ce nouvel état de fait sera encore plus flagrant avec un nouveau conflit, à la fois similaire et différent de ceux de Moldavie et de Géorgie, qui débutera en 2014 et sera nommé la Guerre du Donbass.

Les relations entre l'Ukraine et la Russie étaient différentes de celles qu'entretenait cette dernière avec la Moldavie et la Géorgie. L'Ukraine était depuis longtemps considérée par un grand nombre de Russes et surtout par les autorités du Kremlin, qu'elles soient impériales ou communistes, comme une « extension » de la Russie. Suite à l'effondrement de l'Union Soviétique, l'Ukraine continua de représenter un territoire stratégiquement très important pour la Russie. La base navale de Sébastopol, dans la péninsule de Crimée, abritait la flotte russe de la mer Noire, tandis que les gazoducs russes acheminant du gaz vers les clients européens passaient d'Est en Ouest à travers l'Ukraine. Fruit de l'Histoire, la langue russe est parlée par une grande partie de la population, notamment dans la région du Donbass, qui recouvre les oblasts de Donetsk et Lougansk, à l'extrême Est du pays. La Crimée, quant à elle, est peuplée majoritairement par des Russes ethniques. Pendant les années 2000, l'Ukraine va osciller entre une orientation européenne et une « fidélité » au grand frère russe. Suite à une première révolution, la Révolution Orange, en 2004, des autorités considérées comme pro-européennes arrivent au pouvoir à Kiev. Pendant les années suivantes, les relations vont se tendre entre celle-ci et Moscou, des tensions illustrées par plusieurs conflits gaziers. En 2010, Viktor Ianoukovytch est élu président de l'Ukraine et entame un rapprochement avec la Russie, tout en continuant de promettre la signature d'un accord économique avec l'UE. Le refus *in extremis*

de conclure cet accord en novembre 2013 va précipiter le pays dans une période de troubles et de changements majeurs¹⁵.

Les protestations pro-européennes puis anti-gouvernementales provoquées par la non-signature de l'accord dégénèrent alors en une révolution en février 2014, appelée la Révolution de la dignité par les Ukrainiens. Les nouveaux dirigeants du pays, dont le président nouvellement élu Petro Porochenko, engagent le rapprochement avec l'Occident, notamment l'UE. Mais dans l'Est du pays, une grande partie, si ce n'est la majorité de la population, craint cette nouvelle direction géopolitique et désapprouve le renversement de Ianoukovytch. Il y a de plus une crainte de voir apparaître des atteintes aux droits des Russes ethniques et des Ukrainiens russophones. La division Historique entre l'Est et l'Ouest du pays se trouve ravivée de manière très violente par les désaccords politiques alors à l'œuvre. Cette division s'aggravera tout au long de l'année 2014 et mènera à l'annexion, assez aisée, de la Crimée par les forces russes. Dans les oblasts de Donetsk et Lougansk, la situation dégénérera en guerre hybride, la guerre du Donbass. Celle-ci oppose le gouvernement central de Kiev aux républiques séparatistes auto-proclamées par des forces pro-russes dans ces oblasts, les « républiques populaires » de Donetsk et Lougansk. Ce conflit, qui dure encore aujourd'hui, est difficile à aborder de manière complètement objective de par son actualité. Mais, malgré les dénégations du Kremlin, il est très probable que son soutien important aux séparatistes ait permis à ces derniers de survivre aux premières années de guerre et à établir leurs régimes dans les territoires qu'ils contrôlent.

L'intervention russe dans les troubles ukrainiens est due à plusieurs raisons, la grande majorité d'entre elles étant liées aux ambitions et aux besoins géostratégiques et géopolitiques d'une Russie qui, plus qu'en 2008 et infiniment plus qu'en 1991, ambitionne de reprendre sa place de grande puissance mondiale, perdue lors de la chute de l'URSS. Les raisons de l'annexion russe de la Crimée sont clairement stratégiques : Moscou ne pouvait pas se permettre de perdre un de ses plus importants ports en eaux chaudes, siège de l'une de ses flottes. Le soutien aux séparatistes est quant à lui justifié par d'autres préoccupations géopolitiques. Comme en Géorgie en 2008, la Russie se pose en défenseur des minorités ethniques et linguistiques opprimées, d'autant plus que contrairement aux Abkhazes et aux Ossètes, ces populations de l'Est de l'Ukraine sont Russes et/ou parlent russe. Mais c'est avant tout la toute nouvelle et radicale orientation pro-européenne du voisin ukrainien qui inquiète le Kremlin. Celle-ci met en péril les plans de création d'une Union Eurasiatique concurrente de l'UE. En outre, la révolution ukrainienne pourrait constituer un mauvais exemple pour d'autres ex-républiques soviétiques telles que la Moldavie ou la Biélorussie ou, pire, les Russes eux-mêmes¹⁶.

Ces risques justifient donc aux yeux de la Russie de Poutine un soutien à des républiques séparatistes qui contribueraient à entretenir un conflit gelé empêchant l'Ukraine de se rapprocher de l'Ouest. Des républiques dont la création même fut facilitée par la Russie, qui attisa les sentiments séparatistes dans la région afin de parvenir à ce résultat. Ce soutien prend une forme militaire, avec l'envoi en Ukraine d'armes et de « touristes armés » chargés d'épauler les sécessionnistes face à une contre-offensive des forces gouvernementales qui prend de

¹⁵ I. IAKIMENKO, M. PACHKOV, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », *Politique Etrangère*, Février 2014, pp. 81-93.

¹⁶ *Idem*.

l'ampleur¹⁷. En 2014, les séparatistes, constamment sur le recul, retournent la situation peu après que de nombreux passages de véhicules aient été signalés à la frontière russo-ukrainienne. Les sièges des capitales des républiques populaires sont brisés et le terrain perdu reconquis. Depuis 2015, après les tentatives malheureuses de cesser les hostilités avec les Accords de Minsk, le conflit hybride (mi-guerre-civile, mi-guerre entre États) s'est transformé en interminable guerre de positions. Comme leurs homologues du Caucase et de Moldavie, les républiques des insurgés pro-russes se dotèrent des attributs de tout État qui se respecte : monnaie (le rouble russe), armoiries (aigle russe ou étoile soviétique), drapeaux (tricolores russes, avec du noir ou du bleu clair à la place du blanc) et langue officielle (le Russe)¹⁸. Elles développèrent aussi un projet d'union supranationale entre elles, nommé « Nouvelle-Russie ». Ces différentes républiques continuèrent de représenter un intérêt pour Moscou après la fin des conflits qui les ont vus naître. Le fait qu'elles existent encore aujourd'hui est la preuve de la survivance de leur utilité pour leur protecteur russe, mais aussi de la persistance des tendances géopolitiques qui ont contribuées, plus ou moins indirectement, à leur apparition.

Les républiques séparatistes : des atouts pour Moscou

Il y eut en effet un maintien du *statu quo* de la situation de chaque république depuis leurs créations respectives. Le maintien de ce *statu quo* est garanti par la Russie, qui voit encore dans ces protectorats un des moyens d'arriver à ses fins géopolitiques locales ou même, plus indirectement, mondiales.

Au fur et à mesure des évolutions de la scène géopolitique internationale et régionale, l'intérêt de la Transnistrie pour Moscou s'est renforcé. Le régime transnistrien a assuré sa survie depuis 1991 en s'appuyant sur trois piliers : un pilier économique, un politique et le dernier militaire¹⁹. Économiquement, la RMD subsista grâce à l'industrie métallurgique présente sur son territoire, héritée de l'URSS et à nombre de trafics illégaux en tous genres (cigarettes, drogues). Politiquement, le flou de la situation juridique du pays a permis à ses dirigeants et notamment à Igor Smirnov, président de 1991 à 2011, de maintenir un régime qualifié d'autoritaire. L'opposition n'est pas tolérée. Pour ce qui est du domaine militaire, nous retrouvons la Russie qui, malgré leur volonté de se construire une réelle indépendance, reste indispensable aux autorités de Tiraspol pour assurer la sécurité de la Transnistrie. Le maintien russe de l'intégrité sécuritaire de la RMD se fait par la présence continue sur place du GOFR, l'ex XIV^{ème} armée, mais aussi par l'intégration d'officiers, des sous-officiers et de soldats du GOFR aux forces armées de Transnistrie.

Mais l'utilité de cette présence militaire ne se borne pas à la défense d'un allié idéologique. Pour Moscou, la Transnistrie, enclavée entre la Moldavie et l'Ukraine, sert d'avant-poste russe face aux adversaires occidentaux que sont l'Union Européenne et l'OTAN dans la région. Stratégiquement, l'enclave transnistrienne peut revêtir la même utilité que celle de Kaliningrad, au bord de la mer Baltique. En effet, grâce à elle, le Kremlin s'assure une influence militaire à

¹⁷ R. MCDERMOTT, « Brothers Disunited : Russia's Use of Military Power in Ukraine », Academia, 2011.

¹⁸ M. EDWARDS, « Symbolism of the Donetsk People's Republic », OpenDemocracy, 9 Juin 2014.

¹⁹ F. PARMENTIER, « La Moldavie et la Transnistrie. Géopolitique du voisinage euro-russe. », Cercle Moldavie, 20 Mars 2006.

proximité de l'Ukraine, avec laquelle les relations sont très tendues depuis 2014. Moscou pourrait aussi implanter durablement des bases militaires supplémentaires et disposer des missiles pouvant couvrir une large zone allant des bords de la mer Noire jusqu'en Europe centrale. Pour la Russie, assurer l'existence de la Transnistrie, c'est aussi assurer la non intégration de la Moldavie à l'Occident, une intégration rendue difficilement concevable en raison du statut juridique flou de sa région séparatiste. Empêcher cette poursuite de l'intégration euro-atlantique moldave reviendrait à endiguer un nouvel élargissement occidental vers les frontières russes, que ce soit de l'UE ou de l'OTAN²⁰.

Mais il y a aussi une part de contrainte dans la présence indéfinie des forces russes en Transnistrie. En effet, la Transnistrie n'a pas hérité de l'Union Soviétique seulement des industries et des populations russophones, mais aussi des stocks très importants d'armes légères, contenues dans des entrepôts placés ici par les défuntes autorités soviétiques. Moscou ne peut pas retirer ses troupes au risque de voir disparaître ce dangereux contenu. Faire une demande de destruction de ces équipements militaires reviendrait à froisser diplomatiquement les Transnistriens et pourrait leur faire craindre un revirement diplomatique de leur protecteur. La Russie est dès lors contrainte de rester sur place afin de garder un œil sur ces entrepôts sensibles²¹.

Une annexion de la Transnistrie par le Kremlin ne représenterait pas plus d'avantages pour la Russie qu'elle en a déjà en maintenant le *statu quo*. C'est pourquoi Moscou refuse depuis 30 ans d'accéder aux demandes d'annexion venant de Tiraspol. De son côté, la RMD, désespérant de voir cette annexion se réaliser, a cherché à construire sa propre identité sur le modèle panslave. Ceci est aidé par le fait que les démobilisés du GOFR choisissent de s'installer en Transnistrie, grossissant ainsi le nombre de citoyens russes²². Ainsi, chaque année, la composition ethnolinguistique du territoire s'éloigne un peu plus de celle de la Moldavie voisine, ce qui ne fait que prolonger la durée de vie probable du *statu quo*.

La présence continue de la Russie en Transnistrie reste donc à la fois voulue et nécessaire pour Moscou, pour des raisons avant tout stratégiques, sécuritaires et géopolitiques, avec une couche toujours présente d'idéologie basée sur la solidarité panslave. Le *statu quo* permet de maintenir un résidu d'influence russe en Moldavie et d'empêcher cette dernière de trop se rapprocher de l'Occident, tout en protégeant l'identité russophone et slave de la RMD et en empêchant d'importants stocks d'armes de tomber entre les mains d'ennemis potentiels du Kremlin. Par contrainte et par intérêt, la situation actuelle reste de mise pour une période indéterminée.

L'évolution du soutien apporté par Moscou à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud après l'aide initiale en faveur des séparatistes est, encore une fois, à la fois similaire et différente de ce qu'il s'est passé en Transnistrie.

Le principal but de l'intervention militaire massive de la Russie en faveur des Abkhazes et des Ossètes en 2008 était de signaler aux Occidentaux que le Kremlin n'accepterait pas qu'un autre

²⁰ M.E. LAMBERT, « La Moldavie, épice de tensions entre occident et Russie », *Sorbonne Université*, 2016.

²¹ *Idem*.

²² « Le conflit transnistrien : origines et évolutions », *Cercle Moldave*. URL : <https://www.moldavie.fr/Le-conflit-transnistrien-origines-et-evolutions.html>.

pays faisant partie de sa « sphère d'influence » se rapproche de l'Occident comme la Géorgie était en train de le faire. Moscou considérait cette dernière comme perdue et adressait donc avec cette guerre un message aux autres ex-républiques soviétiques encore dans son giron, telles que l'Arménie. Le message russe était clair : un rapprochement euro-atlantique aurait des conséquences, l'humiliation de la Géorgie en quelques jours en était la preuve²³. L'aspect « solidarité pan-slave » ne joua quasiment pas de rôle, contrairement à ce qu'il s'était passé en Transnistrie et à ce qu'il se passera en Ukraine. En effet, les Abkhazes sont d'ethnie Caucasiennne tandis que les Ossètes sont d'ethnie Iranienne²⁴. Mais la principale différence entre la situation transnistrienne et celle dans le Caucase est que le protecteur russe a reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, alors qu'il a toujours refusé de le faire pour la Transnistrie. Pourquoi Moscou, qui s'était contentée d'une indépendance *de facto* de ces républiques depuis le début des années 90, décide-t-elle de les reconnaître après la guerre de 2008 ? La reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, déclarée en février de la même année, par l'ensemble des pays occidentaux est certainement un facteur majeur ayant mené à cette reconnaissance inédite. Si l'indépendance kosovare, soutenue par l'Occident, est acceptable en vertu du célèbre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pourquoi n'en serait-il pas de même de l'indépendance des Abkhazes et des Ossètes ? Par cette décision, la Russie cherche donc à la fois à compenser la défaite de son allié serbe et à mettre les pays membres de l'OTAN face à leurs propres contradictions.

Suite au succès initial du conflit de 2008, une autre question se pose au Kremlin : que faire de ces républiques ? La guerre n'a fait que pousser de manière encore plus forte la Géorgie à chercher l'intégration occidentale, à un tel point que les régions sécessionnistes ne peuvent être utilisées comme une ancre pour la retenir, comme la Transnistrie l'avait fait et le fait encore pour la Moldavie. Les républiques séparatistes ne peuvent pas non plus être utilisées pour gêner le transit énergétique géorgien et occidental. Pour ce faire, il aurait fallu que la Russie envahisse la totalité du territoire géorgien, une entreprise infiniment plus risquée et compliquée qu'un soutien aux séparatistes. De plus, porter aussi directement atteinte aux intérêts énergétiques occidentaux dans la région n'aurait pas été particulièrement bénéfique à la Russie, au contraire. Enfin, la Géorgie, même anti-russe, ne menace les intérêts russes dans ce même domaine, Moscou ne dépendant pas du territoire de ce pays pour ses exportations ou son approvisionnement en gaz et pétrole.

Depuis 2008, le Kremlin semble donc s'orienter vers une politique de « rattachement » progressif des territoires sécessionnistes à la Russie, faute de mieux. Il n'est pas encore question d'annexion officielle pure et simple, celle-ci n'arrivera peut-être même jamais, mais plutôt d'une « russification » progressive des républiques séparatistes dans tous les domaines : économique, institutionnel, démographique, militaire, etc.

La Russie assure un soutien politique, économique et militaire aux républiques séparatistes, un soutien recouvrant l'ensemble des compétences étatiques jusqu'au personnel politique et administratif. Ainsi, par exemple, l'administration de l'Ossétie du Sud comprend de nombreux

²³ M. GUENEC, « La Russie et les « sécessionnismes » géorgiens », *Hérodote*, Mars 2010, n°138, pp. 27-57.

²⁴ J. THOREZ, « Géorgie-Ossétie-Russie. Une guerre à toutes les échelles », *EchoGéo*, 2009.

membres ayant travaillé au préalable pour l'État ou les régions russes. Des accords signés à l'automne 2008 entérinent l'adoption du rouble comme monnaie officielle par l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Du point de vue géostratégique, ces accords prévoient une assistance militaire de la Russie aux républiques et le stationnement permanent de l'armée russe sur leurs territoires. Le Kremlin procède aussi à une attribution massive de passeports russes aux habitants d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Cette politique, entamée bien avant 2008, a permis de constituer dans les républiques séparatistes des communautés de citoyens russes. Ces républiques n'étant pas peuplées par une importante minorité russe, contrairement à la Transnistrie et au Donbass, c'est la défense de ces nouvelles communautés de citoyens « russophones » que la Russie a avancé comme justification de son intervention militaire dans ces pays. Cette distribution de passeports continue et se combine à une ouverture des frontières entre les républiques et la Russie, ainsi qu'à des travaux visant à rénover les infrastructures de transport et faciliter la circulation civile et militaire entre les deux versants du Caucase. Ainsi la voie ferrée littorale, qui raccorde l'Abkhazie au réseau russe, a-t-elle été rouverte. Toujours dans une dynamique « intégratrice », des investisseurs russes exploitent le potentiel touristique de l'Abkhazie. Ancienne riviéra soviétique, celle-ci se situe dans la continuité de la région de Sotchi, qui accueillie les jeux olympiques d'hiver en 2014. Des stations balnéaires réputées (Gagra, Pitsunda, etc.) et d'autres hauts-lieux du tourisme dans les territoires séparatistes, tels le lac Ritsa, bénéficient d'investissements russes et d'un flux touristique depuis la Russie²⁵.

Ces politiques russes vont à l'encontre des volontés Abkhazes et Ossètes de sauvegarde de leurs indépendances respectives, mais les autorités des régions séparatistes ont un pouvoir minime, si ce n'est quasi-inexistant, face au « protecteur » russe. Au fil des ans, la reconnaissance de l'indépendance des régions géorgiennes en 2008 par la Russie apparaît de plus en plus comme la première étape d'un processus devant mener l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud d'une indépendance *de facto* à une intégration *de facto* au sein de la Fédération de Russie, sans laquelle ces indépendances n'auraient même pas été possibles en premier lieu.

Sans doute encore plus qu'en Géorgie et en Moldavie, le soutien russe décisif apporté aux séparatistes ukrainiens est motivé par une volonté de protection des russophones, mais aussi par des préoccupations géopolitiques régionales et mondiales, ces dernières s'inscrivant dans un contexte grandissant de « nouvelle guerre froide ». L'aide russe apportée aux soulèvements pro-russes dans l'Est de l'Ukraine, puis aux entités séparatistes qui en sont issues est à la fois une réussite et un échec pour Moscou. La Russie, après le succès de l'annexion criméenne, parvient à déstabiliser politiquement et économiquement l'Ukraine pro-européenne en lui enlevant le contrôle d'une région riche en industries et minéraux, le Donbass et en la contraignant à mener une guerre qui la gêne dans ses nouvelles ambitions euro-atlantiques. Mais ce succès apparent est incomplet. Tout comme avec la Géorgie après 2008, la Russie a perdu le reste de l'Ukraine. En effet, le reste du pays, face à un voisin russe désormais perçu comme hostile, ne voit d'autres options désormais que le rapprochement avec l'Occident, ne serait-ce que pour se protéger de nouvelles agressions. Aussi, les soulèvements pro-russes furent globalement contenus dans le reste de l'Ukraine russophone (Odessa, Kharkiv, Kherson), Donetsk et Lougansk devenant des exceptions plus que des modèles. Pour les plus optimistes à Moscou, une révolte de toutes les

²⁵ M. GUENEC, « La Russie et les « sécessionnismes » géorgiens », *Hérodote*, Mars 2010, n°138, pp. 27-57.

régions russophones et la transformation de celles-ci en républiques séparatistes pro-russes unifiées au sein d'une « Nouvelle-Russie » devait permettre d'établir une continuité territoriale entre la Russie, la Crimée nouvellement conquise et la Transnistrie. Mais cela n'est pas arrivé, la « Nouvelle-Russie » restera limitée au Donbass.

L'existence des républiques séparatistes de Donetsk et Lougansk est bien plus récente que celle de leurs homologues de Moldavie et de Géorgie, ce qui empêche d'effectuer réellement un compte-rendu de leur impact au long terme sur la région. Cependant, elles se démarquent des autres républiques séparatistes pro-russes de par leur instabilité politique et économique, notamment due à la situation de guerre larvée dans laquelle elles se trouvent. Ainsi, du 20 au 24 novembre 2017, Igor Plotnitski, président de la RPL (République Populaire de Lougansk) est renversé par un coup d'État et notamment par des « petits hommes verts », des soldats en uniformes sans insignes déjà aperçus lors de la prise de la Crimée par la Russie. Le 31 août 2018, Alexandre Zakhartchenko, président de la RPD (République Populaire de Donetsk) est assassiné et remplacé. Aujourd'hui, les responsables de ces actes ne sont pas encore identifiés. L'Ukraine, ennemi naturel des séparatistes, est accusée, mais beaucoup soupçonnent le grand frère russe d'être derrière le remplacement des leaders historiques des républiques, des remplacements qui permettraient à Moscou de garder le contrôle sur la région qu'elle a aidée à se soulever.

Quoi qu'il en soit, l'utilité à court et moyen terme de la RPL et de la RPD pour la Russie reste la même qu'au moment de leur apparition en 2014 : déstabiliser une Ukraine devenue pro-occidentale et ainsi, à défaut de la dissuader de poursuivre sur la voie d'un rapprochement avec l'Occident, contribuer à sa stagnation économique et politique afin qu'elle ne devienne pas un exemple dangereux pour d'autres États de la sphère d'influence ex-soviétique. Dans ce contexte, la Russie a tout intérêt à continuer de protéger les moyens de pression régionaux que sont Donetsk et Lougansk, tout en se gardant bien de les reconnaître et encore moins de les annexer. En effet, cette déstabilisation de l'Ukraine s'inscrit dans un renouveau des tensions entre Occident et Russie tout en stimulant ces mêmes tensions, réapparues de manière claire avec le conflit géorgien de 2008.

Partie II - Les attitudes des autres acteurs régionaux et internationaux vis-à-vis des républiques séparatistes russophiles

L'Occident, ou du moins ses principales puissances (États-Unis, France, Allemagne, Royaume-Uni et l'Union Européenne), ne reste pas les bras croisés face au soutien russe apporté aux différents mouvements séparatistes en Europe orientale et dans le Caucase. Cependant, les réactions occidentales ne seront pas toujours homogènes, ni n'auront la même intensité en fonction des époques et de la perception que l'Ouest a de la « menace » russe, incarnée à travers ces velléités sécessionnistes. Il ne faut pas non plus oublier l'effet qu'a l'existence même de ces régions séparatistes sur les pays desquels elles se sont séparées. Ceux-ci ne sont pas restés inactifs et ont mis en place des politiques différentes en fonction de leurs moyens et de leurs situations.

Les adversaires directs des républiques

Sans même prendre en compte la Transnistrie, la Moldavie est un État pauvre, miné par la corruption et les doutes quant à son identité. L'intégration européenne est vue par beaucoup comme un moyen de consolider l'État Moldave grâce aux réformes qu'un tel processus entraînerait, mais cette intégration est sans cesse retardée par le problème du statut de la Transnistrie et l'alternance politique entre partis pro-européens et pro-russes. Cette oscillation permanente entre l'Est et l'Ouest et la stagnation du problème transnistrien depuis 30 ans gêne non seulement le chemin de la Moldavie vers l'UE, mais l'empêche aussi de mettre en œuvre des réformes internes politiques et économiques nécessaires. Cette instabilité interne de la Moldavie est à la fois une cause et une conséquence du non-règlement définitif de la question transnistrienne. Le fait qu'une autre région du pays, la Gagaouzie (qui est quant à elle turcophone), menace régulièrement de se séparer du reste du pays en cas de rapprochement européen n'arrange rien. Cette instabilité moldave, liée à la question séparatiste, pourrait être à l'avenir la cause d'une nouvelle crise régionale²⁶.

La Géorgie évolua différemment suite à la crise de 2008. Le gouvernement de Saakachvili, qui survécut à la guerre, s'engagea dans une politique dite « d'engagement par la coopération ». La mise en place de celui-ci passa par l'adoption de deux documents officiels : La « Loi de Géorgie sur les Territoires Occupés », adoptée en 2008 et la « Stratégie d'État pour les Territoires Occupés : Engagement à travers la Coopération », adoptée en 2010. Ces documents visent à obtenir une « dé-occupation » et à « inverser le processus d'annexion de ces territoires par la Russie » avant de les réintégrer pacifiquement au sein d'une Géorgie qui respectera leurs différences culturelles. Pour parvenir à ses fins, le gouvernement géorgien se mit à distribuer des documents d'identité aux ressortissants d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud qui le voulaient. Ces documents doivent permettre de faciliter les déplacements entre les régions séparatistes et la Géorgie et créer des liens entre les territoires afin de faciliter une éventuelle réintégration. Mais l'initiative ne semble pas devoir connaître la réussite. Les autorités russes et séparatistes s'opposent à la diffusion de ces documents et la population elle-même est divisée sur le sujet,

²⁶ F. PARMENTIER, « La Moldavie et la Transnistrie. Géopolitique du voisinage euro-russe. », *Cercle Moldavie*, 20 Mars 2006.

certaines accusant ceux qui acceptent les documents d'identités géorgiens d'être des traîtres²⁷. Dans tous les cas, ces documents connaissant une diffusion réduite, les habitants des républiques séparatistes leur préférant les passeports russes. Malgré ses déclarations d'intentions et ces quelques initiatives, la Géorgie devra continuer son long chemin vers l'intégration euro-atlantique en composant avec les avant-postes de l'armée russe que constituent les territoires séparatistes. Il est aussi fort probable qu'en cas d'éventuelle adhésion à l'UE et/ou à l'OTAN, la Géorgie devra clarifier d'une façon ou d'une autre sa position vis-à-vis du statut qu'ont ces territoires à ses yeux. D'un point de vue réaliste, il est extrêmement peu probable que l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud acceptent un jour de réintégrer volontairement la Géorgie.

Comme la Moldavie et la Géorgie, la position officielle de l'Ukraine quant à ses propres territoires est claire : le Donbass, tout comme la Crimée, est ukrainien. Les séparatistes et leurs soutiens russes doivent en être expulsés et le contrôle de l'État ukrainien doit être rétabli. Si l'on met de côté les principes, certes importants, d'intégrité du territoire national, l'Ukraine n'aurait pas beaucoup d'intérêt à récupérer des régions dépeuplées et à l'économie et aux infrastructures ravagées par six ans de guerre. D'autant plus que le pays doit déjà faire face à d'autres problèmes internes, aggravés par la guerre hybride et larvée qu'il doit mener à l'Est. Les causes de la Révolution de 2014 (corruption, népotisme, faible niveau de vie, etc.) sont toujours présentes. Le conflit du Donbass détourne de nombreuses ressources de la lutte contre ces problèmes endémiques. La population ukrainienne accepte le poids de la guerre, d'autant plus que celle-ci a considérablement renforcé le sentiment d'appartenance nationale. Mais si les gouvernements successifs (ceux de Poroshenko puis de Zelensky) ne se montrent pas capables de venir à bout des défis internes auxquels le pays doit faire face en plus du séparatisme, il n'est pas impossible qu'un nouveau Maïdan se déclenche. Une nouvelle période d'instabilité intérieure en Ukraine serait l'occasion pour les séparatistes et la Russie de faire progresser leur cause. Économiquement, la guerre et les tensions avec le voisin russe ont porté un coup dur à l'Ukraine. Le transit gazier (le pays est traversé par les gazoducs acheminant le gaz russe en Europe) en a souffert et sa diminution représente une perte non-négligeable du PIB du pays. Comme en Géorgie et en Moldavie, la position intractable vis-à-vis de la réintégration des régions séparatistes ne semble que peu compatible avec un avenir européen et une adhésion à l'OTAN (une direction dans laquelle l'Ukraine fut justement poussée de manière radicale par l'intervention russe). Mais le conflit étant toujours d'actualité et douloureux pour le peuple ukrainien, il est inconcevable pour l'ensemble de la classe politique ukrainienne d'abandonner officiellement ces territoires du Donbass pour lesquels une guerre est menée. Pourtant, une solution devra bien être trouvée si l'Ukraine entend participer un jour au projet européen.

L'Occident, de son côté, est amené à jouer un rôle dans l'évolution et le potentiel règlement de ces conflits, même si les moyens ou la volonté de jouer ce rôle ne sont pas toujours au rendez-vous.

²⁷ N. KERESLIDZE, *The engagement policies of the European Union, Georgia and Russia towards Abkhazia, Caucasus Survey*, 2015, pp. 309-322.

Quelle est l'attitude de l'Occident vis-à-vis des républiques séparatistes ?

Pour l'OTAN et l'Union Européenne, une intégration de la Moldavie semble devoir avoir lieu avant une intégration de l'Ukraine, un pays plus large donc plus difficile à « digérer » et une éventuelle extension vers le Caucase (Géorgie). Une poursuite des politiques d'élargissement vers l'Est des deux organisations sans intégrer la Moldavie et donc sans régler le problème transnistrien, ferait prendre le risque aux Occidentaux d'avoir une enclave pro-russe sur leurs arrières, comme c'est déjà le cas avec Kaliningrad et les Pays baltes. Mais les principaux pays de l'OTAN et de l'UE n'osent pas encore toucher au *statu quo* en vigueur depuis 1991. Se mêler des problèmes séparatistes de la Moldavie ne ferait qu'aggraver les tensions avec Moscou et pourrait créer une nouvelle crise en plus de celle de la Crimée et du Donbass. De plus, l'Occident, pas plus que la Russie, ne veut voir les stocks d'armes de Transnistrie être vendus au plus offrant. Ainsi, bien qu'elle considère la présence russe sur place comme illégale depuis 1992 et bien que la communauté internationale ne reconnaisse pas la RMD, l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) fait preuve d'ambivalence vis-à-vis de la région séparatiste. La présence russe est officiellement condamnée, mais officieusement, elle est vue comme un mal nécessaire pour éviter plus de déstabilisation en Europe orientale, d'autant plus que les Transnistriens n'accepteraient aucune autre ingérence que celle de la Russie dans ses affaires²⁸. Il convient aussi de noter que, depuis 2014, les dossiers moldave et transnistrien sont étroitement liés à la crise ukrainienne. L'évolution de la situation dans ce pays sera déterminante pour les potentielles évolutions de la position occidentale en Moldavie²⁹.

Parmi les trois pays « victimes » de soulèvements séparatistes, la Géorgie est sans doute le plus avancé sur la route de l'intégration euro-atlantique, bien qu'il soit aussi le plus géographiquement éloigné des territoires de l'OTAN et de l'UE. Cette dernière cherche à jouer un rôle de médiateur dans la résolution du conflit juridique au sujet du statut de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Elle peut se poser en tierce parti, là où la Géorgie, malgré sa politique de « réintégration par la coopération », reste aux yeux des séparatistes un adversaire menaçant leurs indépendances. Concrètement, l'OTAN joue un plus grand rôle en Géorgie, qui est finalement surtout préoccupée par sa sécurité militaire future et la protection de ses frontières déjà « mutilées ». Ainsi, sensibles à l'orientation résolument pro-occidentale du pays caucasien depuis 2003 et surtout depuis 2008, les Alliés de l'OTAN décidèrent cette même année que la Géorgie deviendrait à terme membre de l'alliance atlantique. Celle-ci soutient « l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Géorgie à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues », appelle la Russie à revenir sur sa décision de reconnaître les républiques séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud et refuse elle-même de reconnaître ces républiques. Ce genre d'initiatives s'intensifie à partir de 2014, avec le lancement de plusieurs mesures visant à renforcer les capacités de défense de la Géorgie face aux forces russes stationnées dans les régions séparatistes et afin de préparer son éventuelle adhésion à l'OTAN³⁰.

²⁸ M.E. LAMBERT, « La Moldavie, épice de tensions entre occident et Russie », *Sorbonne Université*, 2016.

²⁹ E. VARDANEAN, « La Moldavie entre la Russie et l'Occident. L'intégration européenne à l'épreuve des fractures intérieures », *Russie.Nei.Visions*, n°110, Ifri, août 2018.

³⁰ « Relations avec la Géorgie », *site internet de l'OTAN*, 4 Mars 2019.

En Ukraine, la principale arme utilisée par l'Occident en réponse à l'annexion russe de la Crimée et au soutien que Moscou apporte aux séparatistes sont les sanctions. Celles-ci concernent les personnalités russes proches du pouvoir et jugées responsables du soutien à l'insurrection dans le Donbass. Les sanctions visent divers domaines : financier, économique, industriel, agro-alimentaire, technologique, sécuritaire, etc. L'UE et les États-Unis ne s'en prennent pas uniquement au protecteur russe, mais aussi aux républiques séparatistes elles-mêmes, ou du moins à leurs leaders, l'existence de ces républiques n'étant reconnue par aucun pays dans le monde. La seule entité ayant accepté de reconnaître les républiques séparatistes est l'Ossétie du Sud, ce qui démontre un certain manque de « solidarité inter-séparatistes »³¹. Les républiques séparatistes ukrainiennes sont, avec le Somaliland, les entités séparatistes les moins reconnues dans le monde. La Russie ne tirerait aucun avantage à reconnaître ces républiques. Au contraire, une telle action reviendrait à reconnaître un soutien qu'elle nie depuis plusieurs années. Il semble peu probable que les puissances occidentales engagent des moyens plus radicaux contre les séparatistes, excepté un alourdissement des sanctions déjà existantes. Celles-ci se révèlent déjà dommageables pour les économies concernées et se combinent à des inquiétudes quant à l'approvisionnement en gaz de l'Europe, auparavant assuré par la Russie *via* l'Ukraine. Malgré la signature d'un accord d'association entre l'Ukraine et l'UE, la promesse d'une adhésion à l'UE et surtout à l'OTAN est durablement compromise par le conflit en cours et la peur de voir celui-ci s'aggraver si l'Occident venait à faire une telle promesse à l'Ukraine.

³¹ NdA: L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud sont toutes deux reconnues par les alliés traditionnels de la Russie, tels que le Venezuela ou la Syrie. La Transnistrie, quant à elle, n'est reconnue par aucuns États membres de l'ONU, mais elle est reconnue par les républiques séparatistes caucasiennes.

Conclusion

La situation actuelle des républiques séparatistes pro-russes en Europe orientale et dans le Caucase, ainsi que l'évolution de leur situation et de leur statut à l'avenir, peuvent être résumées en deux mots : *statu quo* et incertitude.

Dans le cas de la Transnistrie, le *statu quo* est la norme depuis 1991 et semble devoir le rester encore un moment puisqu'il arrange à peu près tous les acteurs régionaux. L'objectif officiel reste la construction d'un « État commun » acceptable par les deux parties, ce qui reviendrait donc à réintégrer la Transnistrie au sein de la Moldavie. Une perspective assez irréaliste compte tenu de la divergence importante entre les systèmes monétaires, légaux et économiques des deux pays mais aussi et surtout de l'hostilité de la population transnistrienne vis-à-vis d'un tel projet. La perspective de résolution rapide de la question transnistrienne est aussi entravée par le fait qu'il n'y ait pas de réelle volonté de régler ce « conflit gelé » de la part des grands acteurs régionaux et internationaux. La peur d'aggraver la situation sécuritaire et diplomatique internationale est trop forte, surtout dans le contexte de « nouvelle guerre froide » d'aujourd'hui. Pourtant, le laisser-faire pourrait finir par avoir des conséquences tout aussi négatives pour la stabilité régionale. La région est devenue un lieu florissant pour le crime organisé et la Moldavie, sans cesse retenue dans son intégration européenne par le problème séparatiste, pourrait finir par s'effondrer faute d'avoir été capable de mettre en place les réformes nécessaires au renforcement de ses institutions.

Pourtant, lorsqu'on la compare aux autres conflits en Géorgie et en Ukraine, la question transnistrienne semble bien pouvoir être la première à être solutionnée. Ainsi, face à une « réintégration par le haut » apparemment figée, il n'est pas impossible qu'une « réintégration par le bas » (attraction de la Moldavie pour les résidents de Transnistrie) puisse prendre place. La Moldavie pourrait prendre exemple sur le cas chypriote, ou une telle forme de réintégration commence lentement à s'effectuer.

Même si la conclusion finale n'est pas pour demain, l'avenir des territoires abkhaze et sud-ossète semble quant à lui de plus en plus se diriger vers une « intégration russe ». La majorité de la population des républiques séparatistes possède désormais la citoyenneté russe, s'exprime en russe, n'a accès qu'à des médias s'exprimant en russe, a pour monnaie le rouble russe, pour armée et gardes-frontières des troupes russes et se développent économiquement entièrement grâce au dynamisme des régions russes voisines et aux investissements russes³². Ainsi, paradoxalement, les régions séparatistes possédant le moins d'habitants russophones et Russes ethniques pourraient bien être les premières à être totalement ou quasi totalement intégrées à la fédération de Russie. Une telle issue serait loin de ne faire que des heureux, certains dirigeants séparatistes n'acceptant pas de voir l'indépendance de leur pays, acquise après quasiment deux décennies de lutte, disparaître au profit de leur protecteur.

Le devenir des républiques populaires de Donetsk et Lougansk dépendra surtout de l'issue de la guerre du Donbass, si tant est qu'il y en ait une dans un futur proche. Du fait de l'instabilité inhérente due à la guerre en cours et de leur création récente, la RPD et la RPL sont les

³² M. GUENEC, « La Russie et les « sécessionnismes » géorgiens », *Hérodote*, Mars 2010, n°138, pp. 27-57.

républiques séparatistes pro-russes les plus dépendantes militairement et économiquement du protecteur russe. Elles n'ont pas encore eu le temps, contrairement à leurs homologues moldaves et du Caucase, de se construire une identité propre (si tant est qu'une telle construction soit possible et voulue, tellement le lien ethnolinguistique avec la Russie voisine est fort), des institutions étatiques vraiment établies ou encore un embryon d'économie stable. L'évolution de leur situation dépendra certainement de l'évolution du conflit ukrainien, de celle des ambitions régionales de la Russie et de l'intensification ou de l'affaiblissement des tensions qui se sont développées entre l'Est et l'Ouest depuis 2014. Pour le moment, les républiques de Donetsk et Lougansk remplissent un rôle de déstabilisation vis-à-vis de l'adversaire ukrainien. Mais, bien que l'établissement dans la durée d'un *satu quo* comme ce fut le cas en Moldavie et en Géorgie paraisse probable dans le contexte actuel de « nouvelle guerre froide », l'avenir de ces républiques reste incertain et suspendu, plus encore que leurs homologues, aux évolutions de la stratégie régionale du Kremlin dans les années à venir.

Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud, RPD et RPL. Ces républiques autoproclamées ont beaucoup de différences, mais aussi beaucoup en commun. Soutenues par la Russie pour diverses raisons de géopolitique régionale, elles ont déclaré et obtenu leur indépendance sur des bases historiques et ethnolinguistiques avant de se doter d'attributs étatiques (territoires, gouvernements, forces armées et monnaies, entre autres). Ensuite, leur souveraineté n'a pas été reconnue, ou de façon extrêmement limitée, ce qui eut pour conséquence une incapacité à s'intégrer au commerce et à la politique internationale. Issues de conflits provoqués par la chute de l'URSS, elles contribuèrent et continuent de contribuer à la préservation et au développement des intérêts russes dans la sphère d'influence que Moscou hérita de cette même USSR. Leur statut actuel de « stabilité instable » fait de ces républiques un moyen plus ou moins efficace pour le Kremlin de parvenir à ses fins face à un Occident en constante expansion.

Acteurs de conflits locaux gelés, elles sont aussi, malgré leur taille réduite et leur relative faiblesse économique-militaire, des acteurs d'un affrontement géopolitique entre grandes puissances en Europe de l'Est et dans le Caucase. À défaut d'être indispensables, ces républiques séparatistes, de par leur Histoire, leurs situations actuelles et leurs potentielles évolutions, demeurent aujourd'hui et pour demain des facteurs incontournables dans le jeu géopolitique régional³³.

³³ S. MARKEDONOV, *De facto statehood in Eurasia: a political and security phenomenon*, Caucasus Survey, 2015, pp. 195-206.

Bibliographie

- A. ISKANDARYAN, *In quest of the state in unrecognized states*, Caucasus Survey, 2015, pp. 207-218.
- A. PANICI, « Romanian Nationalism in the Republic of Moldova », *Semantic Scholar*, 2003.
- A. ZVEREV, « Ethnic Conflicts in the Caucasus 1988-1994 », *Contested Borders in the Caucasus*, 1996.
- D. PIANELLI, « Chronique d'une métamorphose. V. L'Ukraine (1991-1993) », *Persée*, 1994, n°25, pp. 161-171.
- E. VARDANEAN, « La Moldavie entre la Russie et l'Occident. L'intégration européenne à l'épreuve des fractures intérieures », *Russie.Nei. Visions*, n°110, Ifri, août 2018.
- F. PARMENTIER, « La Moldavie et la Transnistrie. Géopolitique du voisinage euro-russe. », *Cercle Moldavie*, 20 Mars 2006.
- H. CARRERE D'ENCAUSSE, « Six années qui ont changé le monde (1958-1991). La chute de l'Empire soviétique », *Revue Défense Nationale*, Janvier 2016, n°786, pp. 127-128.
- I. IAKIMENKO, M. PACHKOV, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », *Politique Etrangère*, Février 2014, pp. 81-93.
- J. THOREZ, « Géorgie-Ossétie-Russie. Une guerre à toutes les échelles », *EchoGéo*, 2009.
- M. EDWARDS, « Symbolism of the Donetsk People's Republic », *OpenDemocracy*, 9 Juin 2014.
- M. GUENEC, « La Russie et les « sécessionnismes » géorgiens », *Hérodote*, Mars 2010, n°138, pp. 27-57.
- M.E. LAMBERT, « La Moldavie, épice de tensions entre occident et Russie », *Sorbonne Université*, 2016.
- N. KERESSELIDZE, *The engagement policies of the European Union, Georgia and Russia towards Abkhazia*, Caucasus Survey, 2015, pp. 309-322.
- I. ORTEGA, « Donbass, la guerre oubliée en Europe », *Euractiv*, 6 Juin 2019.
- R. HUMPHRIES, « Transnistria : relic of a bygone era », *thejapantimes*, 8 Octobre 2001.
- R. MCDERMOTT, « Brothers Disunited : Russia's Use of Military Power in Ukraine », *Academia*, 2011.
- S. MARKEDONOV, *De facto statehood in Eurasia: a political and security phenomenon*, Caucasus Survey, 2015, pp. 195-206.

- T. FREAR, *The foreign policy options of a small unrecognised state: the case of Abkhazia*, *Caucasus Survey*, 2014, pp. 83-107.
- W. VAN MEURS, « Moldova: Nested Cases of Belated Nation-building », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, Janvier 2015, n°46, pp.185-209.
- « Le conflit transnistrien : origines et évolutions », *Cercle Moldave*.
- « L'indépendance de la République de Moldavie : chronique des événements », *Cercle Moldavie*, 26 Août 2010.
- « Relations avec la Géorgie », *site internet de l'OTAN*, 4 Mars 2019.